

L'EMPLOYABILITÉ DANS LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

LES TURBULENCES POLITIQUES AFFECTENT TOUS LES DOMAINES

Le Printemps arabe est probablement un événement qui marquera les années 2011 et 2012. En 2011, une vague de mécontentement populaire a secoué le monde arabe, où les jeunes ont pris la tête d'un mouvement de révolte qui a envahi la Tunisie et l'Égypte, a touché une partie de l'Algérie, du Maroc et de la Jordanie, et a débouché sur de violents conflits en Libye et en Syrie. Cet éveil du monde arabe a donné lieu à des changements de régime et à des transitions démocratiques dans certains pays, à des réformes préventives dans d'autres, ou encore à des violences communautaires prolongées. Tous ces soulèvements ont toutefois montré que les peuples protestent contre l'inégalité croissante, le chômage, la corruption et les systèmes de gouvernance qui les ont empêchés de s'exprimer et ont permis aux dirigeants de ne pas avoir à rendre compte de leurs actes.

Deux années se seront bientôt écoulées et l'un des changements survenus dans la région se démarque des autres: les populations, en particulier les jeunes, attendent davantage de leur gouvernement. Si leur voix n'est pas entendue, les pays risquent de voir l'instabilité s'aggraver. Les turbulences politiques touchent également les affaires sociales et le chômage, ainsi que le développement du capital humain, actuellement au point mort en raison de la prédominance des questions de politique générale.

Reconnaissant que les emplois – ou l'absence d'emplois – étaient à la base des protestations, les nouveaux gouvernements et les bailleurs de fonds internationaux ont rapidement placé la politique de l'emploi au cœur de leurs actions, ce qui a permis



de dégager davantage de fonds à court terme pour multiplier et diversifier les mesures actives du marché du travail et les programmes publics pour l'emploi, de même que certaines augmentations de salaire. Les préoccupations liées à l'emploi, à l'égalité sociale et à la création d'emplois ont à leur tour attiré à nouveau l'attention sur les politiques en matière de développement du capital humain.

DES RÉSULTATS RAPIDES MENACÉS PAR DE MAUVAISES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

La croissance économique de la région a chuté en 2011 et 2012. En Égypte, en Syrie, en Tunisie et, dans une moindre mesure, au Liban, cette diminution est principalement due à l'instabilité

Cette note politique a été préparée par Ummuhan Bardak, ETF, à partir de «UfM Regional Employability Review» (Analyse de l'employabilité régionale dans l'UpM), 2012. Cette analyse couvre: l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le territoire palestinien occupé, la Syrie et la Tunisie. L'employabilité est définie ici comme «la combinaison des facteurs qui permettent aux individus de se préparer et d'accéder à l'emploi, de s'y maintenir, et de progresser au cours de leur carrière» (Cedefop, 2008). Il s'agit d'une notion complexe et d'un thème transversal, couvrant l'enseignement et les connaissances de base, les compétences, l'expérience et les compétences interculturelles requises pour réussir sur le marché du travail (Commission européenne, 2011).



politique. Depuis l'occupation de la place Tahrir au Caire par les jeunes, l'économie égyptienne, la plus grande de la région, a régressé de 7 % et les exportations ont baissé d'environ 40 %, tandis que le montant des importations a augmenté en raison de l'augmentation des prix des produits de base. Les prix des denrées alimentaires ont quant à eux augmenté de 21 %.

La diminution la plus importante concernait le nombre de touristes et les revenus liés au tourisme en Tunisie et en Égypte, respectivement de 36 % et de 40 %. Les investissements directs étrangers en faveur de projets en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie ont enregistré une baisse de plus de 40 % et même plus importante pour des projets prévus en Syrie. Les envois de fonds des expatriés ont diminué en raison de la récession en Europe et du retour forcé de dizaines de milliers de travailleurs égyptiens et tunisiens de Libye. L'Égypte, le Maroc et la Tunisie, qui possèdent des industries de transformation exportant sur les marchés de l'UE, ont été touchés par la crise en Europe.

Les perspectives de l'Algérie, pays exportateur d'énergie, dépendent des fluctuations des prix mondiaux du pétrole et du gaz, favorables en ce moment. Le Maroc est le seul pays de la région à avoir bien résisté à la crise économique mondiale et aux turbulences politiques régionales et il conserve ses niveaux de croissance d'avant la crise.

Au-delà de la croissance à court terme, le plus grand problème concerne l'incapacité des économies de la région à créer suffisamment d'emplois, en particulier pour les travailleurs hautement qualifiés. Même entre 2002 et 2007, la croissance économique élevée et soutenue n'a occasionné qu'une faible demande de nouveaux emplois. L'environnement des affaires, dominé par des micro entreprises et des PME, ainsi que le pourcentage élevé d'emplois dans le secteur agricole dans certains pays sont les facteurs qui touchent la création d'emplois. Sur les 4,8 millions d'entreprises formelles en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Syrie et en Tunisie, 98 % emploient moins de 50 travailleurs.

Ces petites entreprises ont du mal à se développer parce qu'elles ne peuvent financer leurs opérations ou leurs investissements, embaucher des ressources humaines qualifiées ni obtenir des services d'assistance technique. Les PME contribuent à hauteur de 30 à 50 % à la production économique et sont responsables de la création de 60 à 70 % des emplois. Cependant, on retrouve la plupart de ces emplois, qui n'exigent que peu de compétences et sont mal payés, dans le secteur informel. Les micro entreprises affichant une faible productivité déposent généralement rapidement le bilan et la plupart des PME ne se développent jamais suffisamment pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

Les PME ont du potentiel mais il est très difficile de faire des affaires dans la région, sauf en Tunisie, comme le montre l'indice de la facilité à faire des affaires de la Banque mondiale. En outre, les secteurs affichant le potentiel de création d'emplois le plus élevé à court terme – l'agriculture, la construction et le tourisme – sont sensibles aux facteurs externes, comme le climat, l'économie mondiale et la stabilité politique, de même qu'ils produisent peu. Ils créent donc des emplois qui s'accompagnent de salaires peu élevés et de mauvaises conditions de travail.

INÉGALITÉ SOCIOÉCONOMIQUE: UN VÉRITABLE DÉFI POUR LE DÉVELOPPEMENT

Selon l'indice de développement humain du PNUD², la région intègre le groupe des pays à revenu intermédiaire. Toutefois la situation varie considérablement selon les pays: la Jordanie, le Liban et la Tunisie sont plus développés que le Maroc, le territoire palestinien occupé (TPO) et la Syrie. Une comparaison entre le développement humain et les niveaux de revenus nationaux indique que la prospérité économique n'est pas synonyme de développement humain: l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Syrie affichent un déficit éducatif bien en deçà des niveaux de revenu.

Il existe également de grandes disparités territoriales qui sont en corrélation avec les écarts entre zones rurales et zones urbaines, ainsi qu'entre production et agriculture. La différence au niveau des revenus est en moyenne de 20 %. Dans le cas le plus extrême – le Maroc – la consommation des ménages par habitant dans les zones rurales ne représente que 54 % de celle des zones urbaines, et les taux de chômage et d'activité affichent des différences allant jusqu'à 15 points de pourcentage.

Sur la base des indicateurs pour l'éducation, la santé, le régime foncier et la participation politique, la région compte parmi les régions affichant les plus importantes inégalités entre les femmes et les hommes au monde. Pas un seul pays de la région n'a réussi à se hisser parmi les 100 premiers pays du rapport de 2012 du Forum économique mondial sur l'inégalité entre les femmes et les hommes dans le monde (Global Gender Gap report). Les niveaux d'instruction des femmes ont été substantiellement améliorés, mais ils n'ont pas conduit à une hausse des taux d'activité et d'emploi.

La pauvreté est une réalité pour de nombreuses tranches de la population. Selon que le seuil de pauvreté est établi à 2 ou à 3 USD par jour, entre 45 et 92 millions de personnes vivent sous ce seuil. Selon l'OIT, 30 à 40 % des travailleurs exercent un travail «vulnérable», tandis que les travailleurs pauvres représentent 11 % des travailleurs de la région. Ceux-ci regroupent les travailleurs familiaux non rémunérés (en particulier les femmes dans les zones rurales), les travailleurs informels, les indépendants et les agriculteurs de subsistance.

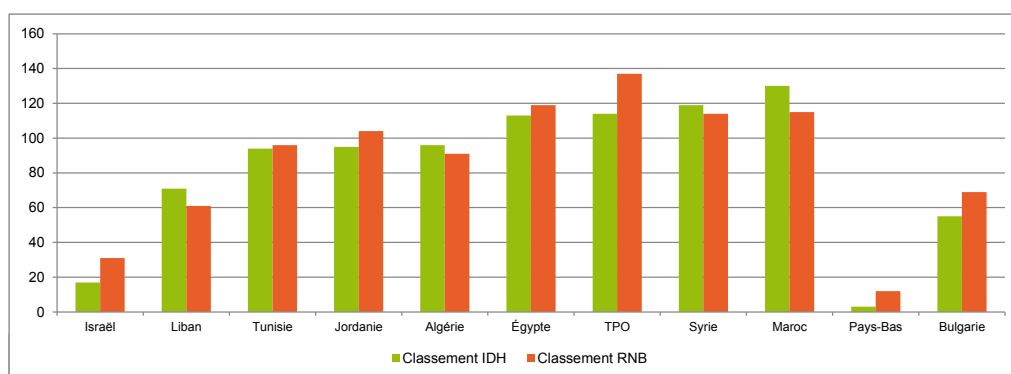
La politique sociale est incomplète et souffre du manque d'une approche globale vis-à-vis de la santé, de l'enseignement et de la protection sociale. Elle est menée de manière ponctuelle. Considérée plus comme une œuvre caritative que comme une série de mesures ciblées en matière de bien-être, la politique sociale reste segmentée et insuffisante, l'aide au revenu étant distribuée par l'intermédiaire des subventions en faveur de l'alimentation et de l'énergie pour tous.

²L'indice de développement humain (IDH) du PNUD est calculé sur la base de l'espérance de vie à la naissance, du taux d'alphabétisation des adultes, du taux brut de scolarisation et du PIB par habitant (en PPA en dollars des États-Unis).

RECOMMANDATION

- Adapter les politiques actives du marché du travail (PAMT) aux situations locale et régionale. Les projets de développement de l'emploi local devraient prendre des initiatives, mobiliser les partenaires sociaux et économiques locaux et encourager les partenariats locaux pour l'emploi. Ces mesures peuvent favoriser le développement régional, réduire les disparités territoriales et offrir des solutions adaptées tenant compte des besoins et des réalités au niveau local.

GRAPHIQUE 1. CLASSEMENT DES PAYS SELON L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) ET LE REVENU NATIONAL BRUT (RNB) – RAPPORT DU PNUD SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2010





LA DÉMOGRAPHIE POSE LES CONDITIONS ACTUELLES ET FUTURES

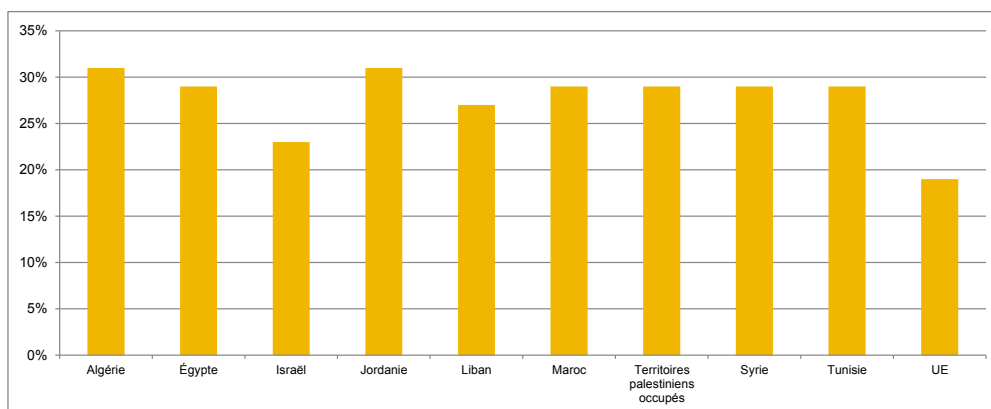
On peut se poser la question de savoir si les jeunes sont une bénédiction ou non, mais la pression démographique est une caractéristique cruciale de la région. Quelque 61 % de la population sont âgés de moins de 30 ans³, ce qui exerce une pression sur les systèmes éducatifs et de formation ainsi que sur les marchés du travail. La population en âge de travailler passera de 125 à 167 millions de personnes en 2030 (+34%). Par exemple, 715 000 demandeurs d'emploi font chaque année leur entrée sur le marché du travail en Égypte, même avec les taux d'activité actuellement très faibles. Ce chiffre pourrait augmenter si les femmes deviennent actives sur le marché du travail. Les pays luttent déjà aujourd'hui pour absorber cette masse de jeunes sur les marchés du travail, mais aussi pour mettre à leur disposition logements, enseignement et infrastructures (graphique 2).

Dans ce contexte, l'émigration de la main-d'œuvre s'intensifie. Les migrants du Maghreb se tournent traditionnellement vers l'Europe; ceux du Moyen-Orient vers les États du Golfe; le Liban envoie généralement ses travailleurs hautement qualifiés aux États-Unis et au Canada. Les envois de fonds des migrants permettent de réduire la pauvreté et contribuent à une part considérable du PIB au Liban (22 %) et en Jordanie (15 %). Cependant, l'émigration des diplômés universitaires semble provoquer une perte de capital humain (particulièrement au Liban), des pénuries de travailleurs qualifiés dans certains secteurs (Maroc et Tunisie), une augmentation des salaires de réserve et donc des coûts de main-d'œuvre plus élevés pour certaines professions qualifiées.

La Jordanie, le Liban et la Syrie sont également confrontés aux immigrants, principalement en raison du problème de longue date des réfugiés palestiniens et de l'arrivée plus récente de réfugiés en provenance d'Iraq. La situation des réfugiés pourrait même encore s'aggraver si les violences communautaires dégénèrent en Syrie. Les pays du Maghreb voient quant à eux transiter de plus en plus d'immigrants en provenance de l'Afrique subsaharienne.

³ Source: Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population – Estimations de la population (méthode de la variante moyenne).

GRAPHIQUE 2. POURCENTAGE DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 À 30 ANS – 2010



LA FORTE SEGMENTATION DES MARCHÉS DU TRAVAIL RÉDUIT LES EFFETS DES POLITIQUES ET COMPLIQUE LES RÉFORMES

Le faible taux d'activité du marché du travail (entre 40 et 50 %) et le chômage élevé (entre 10 et 15 %) ont donné lieu à un niveau extrêmement faible d'emploi total: en moyenne, moins d'une personne en âge de travailler sur trois travaille. Les très faibles taux d'activité des femmes (moins de 25 %) en sont la principale raison. La plupart d'entre elles travaillent dans l'agriculture (travailleuses non qualifiées) ou dans le secteur public (hautement qualifiées). Cette situation entrave fortement le développement économique.

Les marchés du travail sont segmentés en secteur public, secteur privé moderne et secteur privé traditionnel (informel), ainsi que par sexe et par niveau d'instruction. Dans certains pays, l'État est le principal employeur, avec 30 à 40 % des emplois en Algérie, en Égypte, en Jordanie ainsi qu'en Syrie, et près de 50 % dans le territoire palestinien occupé.

Les emplois informels dominent le secteur privé – ce sont généralement des emplois très précaires qui exigent de longues journées de travail, sont mal rémunérés et souffrent d'une absence de protection sociale. En moyenne, deux tiers des travailleurs de la région ne contribuent ni n'ont droit au système de sécurité sociale. L'économie informelle est la plus élevée parmi les jeunes et les travailleurs avec un faible niveau d'instruction et le nombre d'emplois informels s'est accru en relation à l'évolution de la crise économique.

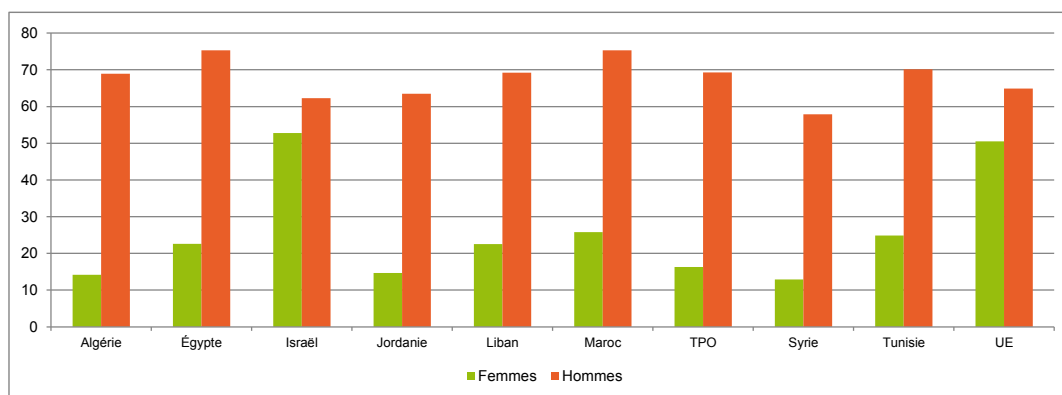
L'emploi dans l'agriculture reste prédominant au Maroc (40 % de l'emploi total) et relativement important en Égypte (30 %), en Tunisie (18 %) et en Syrie (15 %). Ce secteur à faible productivité, caractérisé par un grand nombre de travailleurs familiaux non rémunérés de sexe féminin, dissimule sous-emploi et chômage. Dans d'autres pays, ce sont les emplois dans le secteur des services qui dominent (en moyenne 50 %), surtout dans des secteurs à faible productivité comme le petit commerce. Le secteur industriel n'offre que très peu d'emplois pour autant que l'on ne tienne pas compte des secteurs de la construction, de l'extraction minière et des services publics.

RECOMMANDATIONS

- Améliorer les systèmes de surveillance du marché du travail afin de définir les besoins actuels et futurs en matière de compétences et de dresser des programmes d'enseignement et de formation adéquats. Cela inclut une plus grande transparence et une meilleure diffusion des instruments existants de collecte de données (par exemple, les enquêtes sur les forces de travail, les registres des services publics de l'emploi [SPE], les statistiques de l'enseignement et de la formation, les mesures actives du marché du travail) et des analyses des tendances pertinentes des marchés du travail.

- Introduire des incitations pour transformer l'emploi informel. Il peut s'agir d'une réduction ou d'une exonération temporaire des cotisations de sécurité sociale pour les nouvelles micro entreprises et d'autres incitations fiscales, qui peuvent être associées à la mise à niveau des compétences des travailleurs informels et à une inspection du travail renforcée.

GRAPHIQUE 3. TAUX DE PARTICIPATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL (15+) PAR SEXE – 2010



RECOMMANDATIONS

- Étendre et renforcer les programmes de soutien aux entrepreneurs et aux indépendants. La part des PAMT en faveur des entrepreneurs peut être augmentée, en ciblant particulièrement les jeunes hautement qualifiés. Une pensée entrepreneuriale et innovante doit également être inculquée par le système d'enseignement et de formation. Les plus performants doivent être encouragés à devenir entrepreneurs par choix plutôt que par nécessité.
- La priorité accordée à l'emploi et à la création d'emplois doit être reflétée dans le cadre institutionnel des mécanismes de prise de décision, la coordination des ressources et des institutions, ainsi que d'autres domaines politiques. Les décideurs politiques doivent renforcer des systèmes de gouvernance proactifs, inclusifs et efficaces à tous les niveaux qui favorisent la coopération entre l'enseignement et le monde des affaires et encouragent l'entrepreneuriat des jeunes.

Le travail non salarié représente une activité importante totalisant 30% des emplois environ. Il constitue également le principal moteur de la création d'emplois dans la conjoncture économique. En fait, nombreux sont ceux qui désirent créer leur propre entreprise. En Algérie, au Liban, au Maroc et en Jordanie, plus de 15% de la population active ont entamé des activités entrepreneuriales entre 2008 et 2011.

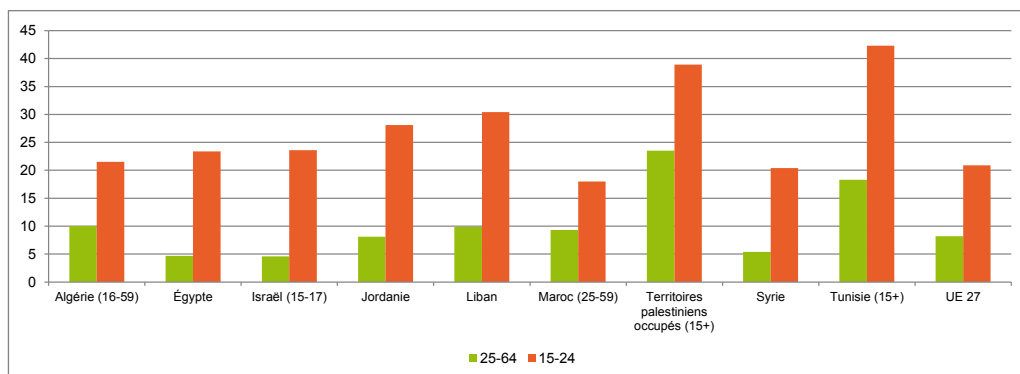
LE PROBLÈME LE PLUS URGENT RESTE LE CHÔMAGE DES JEUNES

En 2010, seul un jeune sur trois était présent sur le marché du travail – avec ou sans emploi – alors que, selon l'OIT, la moyenne mondiale s'élève à 50 %. Les estimations indiquent qu'un autre tiers occupe les bancs de l'école, tandis que le dernier tiers ne suit aucun enseignement ni aucune formation et est absent du marché du travail. La région possède le taux moyen de chômage des jeunes le plus élevé de la planète (25 %). On retrouve en tête la Tunisie, qui affiche un taux de 42 % de jeunes actifs au chômage. Ce taux est au moins deux fois plus élevé que celui des adultes et n'a pas baissé ces dix dernières années (graphique 4).

Le chômage des jeunes touche de façon disproportionnée les jeunes femmes, qui enregistrent en général des taux de chômage deux fois plus élevés que la moyenne. Les perspectives d'emploi sont rares pour les jeunes hommes et pratiquement inexistantes pour les jeunes femmes, car la plupart des employeurs affichent ouvertement une préférence pour les chercheurs d'emploi masculins. Certains employeurs préfèrent quant à eux les travailleurs de sexe féminin, mais les emplois qu'ils proposent n'exigent pas de hautes qualifications et sont peu rémunérés; ils n'attirent donc pas les rares femmes instruites à la recherche d'un travail.

Une caractéristique marquante de la région est que l'emploi et l'éducation sont inversement proportionnels. Les taux de chômage ont tendance à augmenter avec le niveau d'instruction, en particulier pour les femmes. En Tunisie, le taux de chômage des diplômés universitaires est de 29 %, alors qu'il s'élève à 21 % pour les diplômés de l'enseignement secondaire. Le chômage des personnes hautement qualifiées révèle les faibles relations existant entre le système d'enseignement et de formation et le marché du travail, ainsi que les difficultés majeures que rencontrent les jeunes pour passer de l'école à la vie active.

GRAPHIQUE 4. TAUX DE CHÔMAGE PAR TRANCHES D'ÂGE – 2010



En dépit des niveaux d'instruction croissants, le passage de l'école à la vie active prend d'autant plus de temps que les économies ne créent qu'un faible nombre d'emplois pour les travailleurs qualifiés, et ce en raison du modèle et du stade de développement économique, mais aussi du fait des structures rigides du marché du travail et des déficits d'employabilité. Parmi les problèmes affectant le domaine de l'enseignement et de la formation, on retrouve une certaine attirance des étudiants et de leurs familles pour les sciences humaines, un déficit de jeunes optant pour l'enseignement et la formation professionnels (EFP), ainsi qu'une forte ségrégation sexuelle dans les activités d'EFP. Les diplômés manquent de compétences génériques et non techniques, y compris les TIC, les langues étrangères, les compétences sociales et de communication, l'esprit critique et la discipline nécessaire dans l'environnement du travail.

D'après la Banque mondiale, 42 % des entreprises privées de la région accusent le système scolaire officiel, qui ne répond pas à leurs besoins en matière de compétences, d'être le principal obstacle au recrutement des jeunes. Cette inadéquation est particulièrement marquée en Syrie (60 % des entreprises interrogées), au Liban (56 %) et en Égypte (50 %).

L'attitude des jeunes par rapport au travail et leurs fortes attentes professionnelles constituent d'importants facteurs. En Algérie, en Égypte et en Jordanie, les jeunes refusent de participer à des programmes d'EFP. Ceux qui en ont les moyens refusent le travail manuel ou les postes dans les professions artisanales. Les diplômes obtenus dans de prestigieux centres d'EFP, qui offrent de bonnes perspectives d'emploi, sont utilisés pour entrer à l'université. Dans un sens, donc, le chômage de certains diplômés universitaires semble volontaire.

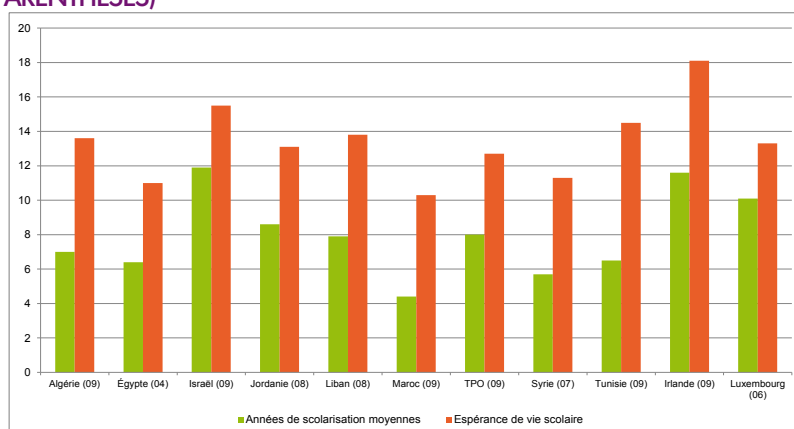
Les jeunes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation (NEET) sont particulièrement vulnérables face à l'exclusion sociale. Bien qu'il n'existe aucune statistique, les enquêtes menées dans certains pays indiquent que cette catégorie de personnes pourrait rassembler 40 % des jeunes. Le nombre élevé de jeunes en décrochage scolaire et les normes sociales limitant la mobilité et l'accès au travail et à l'enseignement complémentaire des jeunes filles expliquent partiellement ce phénomène. Ainsi, le statut de NEET est généralement indépendant de la volonté des jeunes.

RECOMMANDATIONS

- Il est essentiel de diversifier l'offre de programmes d'EFP, y compris des formations non formelles et des formations pour adultes accessibles et abordables, afin de répondre aux besoins des jeunes en décrochage du secteur informel et des jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formations, qui restent généralement inactifs. Les formations par apprentissage, y compris dans un environnement informel, les stages et autres formations pratiques en entreprise et en centre de stage, doivent être soutenus et revalorisés et reconnus comme des filières valables. Plus d'options d'EFP doivent être proposées aux jeunes femmes, afin d'augmenter leurs chances sur le marché du travail.

- Développer des systèmes d'orientation et de conseils professionnels adaptés à tous les niveaux et types d'enseignement, y compris les centres d'EFP et les services publics de l'emploi (SPE), afin d'aider les jeunes à choisir leurs études et leur carrière professionnelle sur des marchés du travail et dans des environnements éducatifs qui évoluent rapidement. Une attention particulière doit être portée aux problèmes liés au genre afin de faciliter l'entrée des femmes sur le marché du travail.

GRAPHIQUE 5. ANNÉES DE SCOLARISATION MOYENNES ET ESPÉRANCE DE VIE SCOLAIRE (ANNÉES PAR PERSONNE), NIVEAUX PRIMAIRE À TERTIAIRE – BASE DE DONNÉES ISU DE L'UNESCO (DERNIÈRE ANNÉE DISPONIBLE ENTRE PARENTHÈSES)



RECOMMANDATIONS

- Rendre les marchés du travail plus transparents et les informations sur les offres d'emploi plus accessibles pour tous. Cette mesure peut faciliter la mise en place de mécanismes de recrutement fondés sur le mérite et la concurrence comme solution alternative aux contacts sociaux. L'utilisation généralisée des réseaux sociaux et des contacts personnels pénalise les jeunes femmes et les groupes défavorisés.

- Améliorer l'infrastructure, le budget et la dotation en personnel des SPE, ainsi que leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre les politiques du marché du travail au niveau national et au niveau local. Cela implique une formation régulière du personnel, des ressources accrues pour les bureaux locaux, l'établissement de systèmes d'information en ligne sur le marché du travail à l'échelle nationale, ainsi que des mesures tenant compte des disparités entre les sexes. online labour market information systems, and gender-sensitive measures.

- Introduire des programmes nationaux d'alphabétisation afin d'éradiquer l'illettrisme, en améliorant particulièrement l'alphabétisation des tranches d'âge les plus jeunes et en favorisant l'alphabétisation fonctionnelle, problématique chez les jeunes en décrochage dans l'enseignement primaire.

La majorité des emplois sont dénichés par l'intermédiaire de contacts personnels et de réseaux sociaux plutôt que par des mécanismes de recrutement transparents et fondés sur le mérite (comme des concours ouverts ou le placement des travailleurs par les SPE). Il est donc difficile de trouver un travail décent pour de nombreux jeunes n'ayant que des contacts sociaux limités, et en particulier pour les jeunes femmes et les groupes défavorisés.

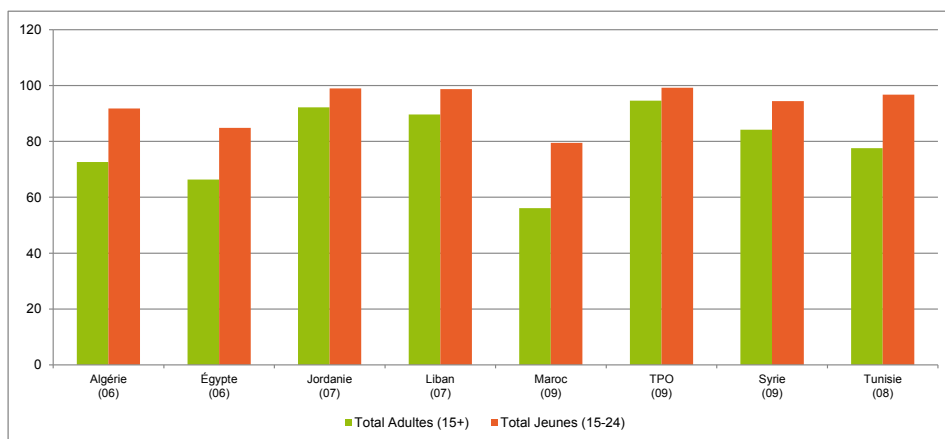
DES SYSTÈMES DE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN INCLUSIFS ET DE QUALITÉ PEUVENT FAIRE LA DIFFÉRENCE

Les taux de scolarisation relativement faibles dans l'enseignement secondaire supérieur, l'illettrisme persistant et le faible pourcentage d'étudiants participant à des programmes d'EFP sont probablement les plus grands défis pour l'enseignement dans la région et portent préjudice à l'employabilité.

Au cours des quarante dernières années, les pays de la région ont investi davantage dans l'enseignement que d'autres pays affichant des niveaux de revenu par habitant semblables (en moyenne 5 % du PIB). Seule l'Égypte a réduit ses dépenses publiques dans l'enseignement depuis 2003. Au Liban, ce sont les dépenses privées qui jouent un rôle important. Une nette amélioration de l'accès à l'enseignement s'en est suivie, l'enseignement primaire devenant pratiquement universel. La plus grande réalisation a été de rapprocher les taux de scolarisation des filles de ceux des garçons.

En dépit de ces réussites, des problèmes persistent. Les taux de scolarisation dans les écoles maternelles sont faibles. Jusqu'à 10 % des élèves du primaire abandonnent l'école. Les taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire sont toujours moindres, en particulier dans les zones rurales égyptiennes, marocaines et syriennes. L'illettrisme demeure un problème de taille. Au Maroc, par exemple, 44 % de la population adulte, en général des femmes, sont analphabètes. Entre 6

GRAPHIQUE 6. TAUX D'ALPHABÉTISATION DES ADULTES ET DES JEUNES (%) – BASE DE DONNÉES ISU DE L'UNESCO (DERNIÈRE ANNÉE DISPONIBLE ENTRE PARENTHÈSES)



et 21 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont illettrés, ce qui traduit un enseignement primaire de qualité médiocre (graphique 6), confirmé par les piètres performances de la Jordanie et de la Tunisie aux tests du PISA en 2009.

Alors que la scolarisation dans l'enseignement secondaire inférieur est obligatoire et pratiquement universelle, la situation dans l'enseignement secondaire supérieur est moins réjouissante (graphique 7): en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Syrie, entre deux tiers et la moitié des étudiants abandonnent prématurément l'école, juste après avoir terminé l'enseignement obligatoire. La scolarisation au niveau universitaire a aussi rapidement progressé (graphique 8). Environ un tiers des jeunes entrent à l'université, avec un pourcentage nettement supérieur au Liban (53 %) et inférieur au Maroc (13 %).

La proportion d'étudiants de l'enseignement secondaire supérieur participant à des programmes d'EFP est faible, ce qui a une forte incidence sur l'employabilité. Dans les pays du Maghreb, seul un étudiant sur dix s'inscrit dans un centre d'EFP; ce chiffre s'élève à 6 % dans le territoire palestinien occupé. Il n'y a qu'en Égypte qu'on observe la scolarisation de 54 % des étudiants dans l'EFP.

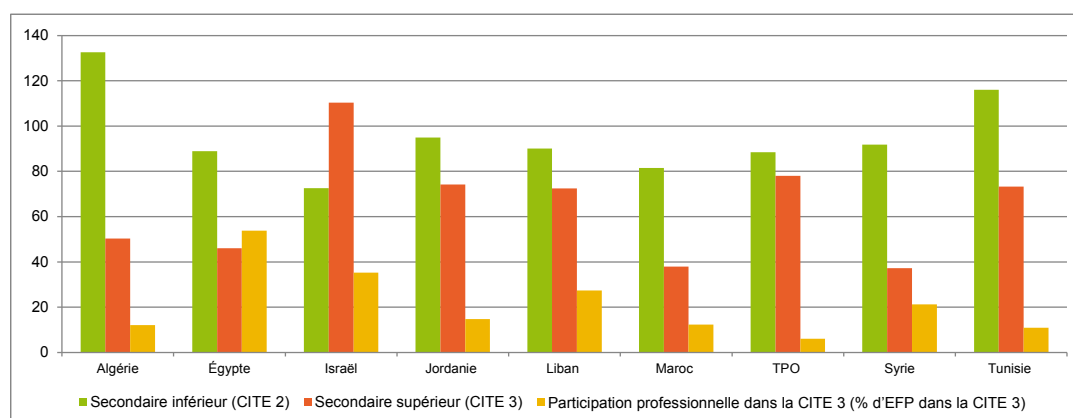
L'EFP n'est pas attrayant et reste une deuxième option ou une solution de dernier recours réservée aux étudiants obtenant de faibles résultats et aux anciens décrocheurs. C'est ce qui explique la pénurie de travailleurs qualifiés dans certaines professions techniques. La fragmentation généralisée et la prolifération des institutions d'EFP ou leur cloisonnement engendrent un véritable problème de reconnaissance et de transparence des qualifications des jeunes, tout en réduisant leur facilité de mouvement au sein du système éducatif. En outre, on observe une ségrégation sexuelle marquée dans l'EFP: les possibilités offertes aux jeunes femmes sont limitées aux professions traditionnellement considérées comme réservées aux femmes ou aux cours destinés à les former à être de bonnes femmes au foyer.

RECOMMANDATIONS

- Augmenter la scolarisation et la qualité de l'enseignement post-obligatoire comme facteur clé pour l'employabilité des jeunes et leur participation future à l'éducation et à la formation tout au long de la vie. L'amélioration de la qualité est nécessaire à tous les niveaux d'enseignement. Il convient de diversifier et de renforcer l'offre dans l'enseignement secondaire supérieur, en particulier en développant des programmes d'enseignement professionnel de haute qualité, pour absorber le nombre croissant d'étudiants.

- Agrandir et renforcer la qualité et l'attrait de l'EFP: l'EFP supérieur et postsecondaire ne peut se répandre contre la volonté des étudiants et des parents; cette extension requiert une amélioration de l'attrait de l'EFP et des perspectives de ses diplômés sur le marché du travail. Cet attrait peut être renforcé grâce à la modernisation des programmes de cours, à l'enthousiasme des enseignants, à l'enseignement actif centré sur les apprenants et à des établissements et des formateurs proactifs et possédant des relations étroites avec le monde du travail.

GRAPHIQUE 7. TAUX BRUTS DE SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET POURCENTAGE DE PARTICIPATION À L'EFP – BASE DE DONNÉES ISU DE L'UNESCO (DERNIÈRE ANNÉE DISPONIBLE)



RECOMMANDATIONS

- Mettre en place un secteur d'EFP flexible, transparent et mieux organisé, associant la formation initiale avec la formation continue et doté de filières entre les différentes options d'enseignement professionnel et général. Il faut pour cela développer les cadres nationaux des certifications. Les centres d'EFP, les services de l'emploi et les agences d'investissement et de développement des PME devraient coopérer et coordonner plus étroitement leurs activités.

- Équilibrer les mesures pour l'emploi entre les trois différents groupes de jeunes. Le premier groupe (chômeurs diplômés) pourrait bénéficier de mesures sexospécifiques, les jeunes femmes en représentant la majorité absolue. Le deuxième groupe (jeunes travailleurs) pourrait mettre ses compétences à niveau et trouver des emplois de meilleure qualité grâce à des programmes de réintégration scolaire associés à des stages et à des séances de formation de la seconde chance pour adultes. La mesure la plus efficace pour le troisième groupe (NEET) consiste à promouvoir l'alphabétisation universelle et des compétences clés pour les femmes, y compris des programmes de parrainage et des séances de formation de la seconde chance pour adultes. Il faut développer davantage d'instruments pour les tranches moins visibles de la société.

En Jordanie, par exemple, les jeunes femmes ne peuvent participer aux cours d'EFP consacrés au tourisme, un secteur ayant le potentiel de créer un grand nombre d'emplois.

LA POLARISATION ACCRUE DES COMPÉTENCES EXIGE DES POLITIQUES DE L'EMPLOI PLUS ÉQUILIBRÉES

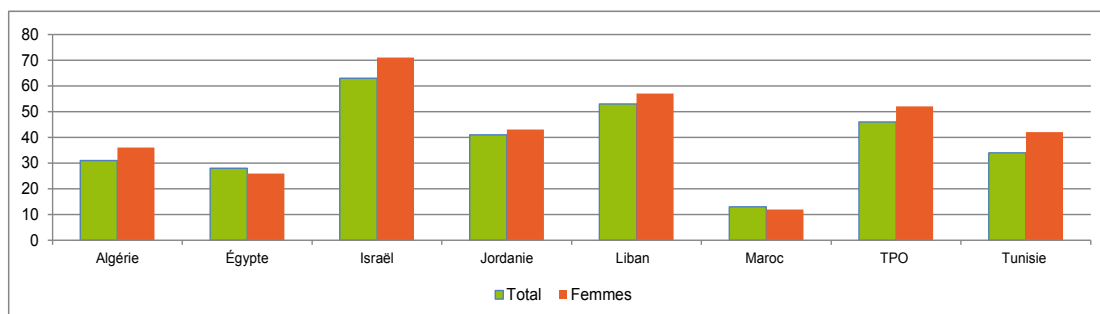
Les jeunes sont très différents du point de vue des compétences acquises. Cette polarisation accrue des compétences permet de distinguer trois groupes souffrant de déficits d'employabilité distincts: (i) les chômeurs instruits (diplômés de l'enseignement secondaire supérieur/postsecondaire ou universitaire), y compris les femmes diplômées particulièrement en difficulté; (ii) les jeunes sans qualifications ou peu qualifiés dans l'emploi informel (des hommes pour la plupart, mais aussi des femmes dans l'agriculture) qui ne peuvent se permettre d'être au chômage ou de faire une pause pour améliorer leurs compétences; (iii) les jeunes inactifs et vulnérables, souvent des femmes analphabètes ou sans instruction, qui ne travaillent pas et ne suivent pas d'études ou de formation.

Les personnes du premier groupe ont bénéficié d'une attention considérable. Leurs problèmes découlent du manque de postes qualifiés dans le secteur privé, de la qualité et de la valeur peu élevées de l'enseignement académique, de l'inadéquation entre leurs compétences et les besoins des employeurs, ainsi que du penchant pour les études sociales et du fait que les jeunes ont souvent des attentes non réalistes et affichent une préférence pour des emplois publics sûrs.

Les membres du deuxième groupe subissent une importante pression sociale pour satisfaire aux besoins de leur famille. Ne pouvant se permettre de ne pas travailler, ils sont à la recherche d'un emploi quelconque et acceptent les mauvaises conditions de travail dans le secteur informel dans le simple but de s'en sortir. Ils n'ont ni le temps ni les ressources financières nécessaires pour améliorer leurs compétences et travaillent tout simplement sans aucune perspective d'amélioration.

Le troisième groupe est le moins visible mais le plus vulnérable face à l'exclusion sociale. Il n'est présent ni dans l'enseignement ou la formation,

GRAPHIQUE 8. TAUX BRUTS DE SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE – BASE DE DONNÉES ISU DE L'UNESCO (DERNIÈRE ANNÉE DISPONIBLE)



ni sur le marché du travail. Il comprend généralement des femmes – analphabètes ou non instruites, ou qui ont abandonné l'école. Les enquêtes menées dans certains pays indiquent que plus de 40 % des jeunes, pour la plupart des jeunes femmes, sont concernés.

Les projets relatifs aux programmes actifs du marché du travail (PAMT) et le recrutement dans le secteur public ont été les principales mesures des politiques de l'emploi de la région. Les quelques pays qui ont énoncé des stratégies nationales pour l'emploi se concentrent généralement sur les PAMT. En Algérie, au Maroc et en Tunisie, la majorité de ces mesures sont assurées par les pouvoirs publics, alors qu'en Égypte, en Jordanie et en Syrie, les programmes sont souvent mis en place par des organisations internationales ou de la société civile et les ministères. Les ressources allouées aux PAMT sont substantielles dans les pays du Maghreb, où elles représentent plus d'1 % du PIB.

L'examen des PAMT par la Banque mondiale indique que les séances de formation théorique en classe concernant les compétences techniques sont les plus répandues (70 % de la totalité des programmes). Seuls 20 % des formations proposent des formes d'expériences pratiques. Plus de 80 % des programmes ne sont dotés d'aucun mécanisme de ciblage explicite tenant compte du revenu, du sexe ou de l'enseignement. En conséquence, les bénéficiaires sont principalement des hommes instruits, souvent des diplômés universitaires, issus des centres urbains. Seuls 5 % des programmes ciblent les zones rurales et 11 % les femmes. Très peu de programmes ciblent le décrochage scolaire.

Ces PAMT sont onéreux et n'exercent pas une incidence directe sur l'employabilité. Il n'existe que très peu d'informations concernant leurs budgets, le nombre et la nature des bénéficiaires et les taux de décrochage ou d'évaluations de leur efficacité en matière de taux de placement, d'incidence sur la durée du chômage et la qualité de l'emploi (par exemple, salaires moyens, caractère formel).

Plusieurs initiatives prometteuses ont déjà été lancées car de nombreux gouvernements ont rapidement reconnu les demandes formulées par la société d'avoir des emplois après le Printemps arabe et ont pris les mesures nécessaires pour les satisfaire. Le nombre des bénéficiaires des PAMT a été revu à la hausse, leur période d'admissibilité a été prolongée et les subventions ont été augmentées (par exemple, le programme Amal en Tunisie, le Fonds pour l'employabilité et la formation en Égypte ou les nouveaux contrats de travail en Algérie). En Algérie, en Égypte et en Tunisie, les gouvernements ont lancé de vastes programmes publics pour l'emploi. Les salaires dans les administrations publiques et les salaires minimaux ont été augmentés dans plusieurs pays. En outre, l'arrivée de nouveaux partenaires sociaux et de nouveaux mécanismes de dialogue sont à même de contribuer à un renforcement des politiques de l'emploi.

Au vu de la population très jeune de la région et de ses problèmes en matière d'emploi, les politiques et les mesures mises en œuvre (ou non) détermineront désormais la performance de la grande majorité des populations sur le marché du travail pour les 30 prochaines années, ainsi que leurs perspectives de développement à long terme. En conclusion, un train de mesures global mettant l'accent sur les besoins d'emploi des jeunes et des femmes est essentiel pour avoir une quelconque incidence durable.

RECOMMANDATIONS

- Développer et mettre en œuvre des stratégies globales nationales pour l'emploi avec une participation active des partenaires sociaux. Ces stratégies doivent comprendre des objectifs et des priorités explicites, des points de référence et des objectifs ciblés dans le temps, les répartitions des effectifs et du budget, des mécanismes de coordination institutionnelle ainsi que des mécanismes visant à intégrer les ressources de la coopération internationale, à évaluer régulièrement les résultats et à réviser continuellement les politiques.

- Concevoir des PAMT et les cibler sur les groupes les plus vulnérables, en garantissant une analyse de leurs incidences. Les autorités doivent évaluer correctement les incidences des PAMT sur les bénéficiaires et les entreprises, ainsi que la façon dont elles améliorent les perspectives d'emploi.

- Renforcer l'immigration légale et le dialogue sur la mobilité dans la zone euro-méditerranéenne, ainsi que les liens avec les politiques nationales dans les pays d'origine. La migration de la main-d'œuvre est un phénomène courant dans la région et ses avantages peuvent être améliorés pour tous (pays d'origine, pays d'accueil et migrants) grâce à une meilleure coopération et à une meilleure gestion des flux. De meilleures compétences et réponses aux besoins des marchés du travail au niveau tant national qu'international peuvent améliorer les résultats de la migration pour les individus.

NOUS CONTACTER

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web de l'ETF:

www.etf.europa.eu

Pour toute autre information, veuillez contacter:

Département Communication de l'ETF

Fondation européenne pour la formation

Villa Gualino

Viale Settimio Severo 65

I – 10133 Turin

T +39 011 6302222

F +39 011 6302200

EMAIL info@etf.europa.eu